

La crise: la réponse des syndicats européens

Bernadette Ségol

La réponse politique unanime à la crise dans toute l'Europe aujourd'hui est de préconiser l'austérité et la discipline budgétaire. Réduire les salaires et les prestations sociales, attaquer les mécanismes de négociation et rendre les contrats de travail extrêmement flexibles: tel est le modèle actuel, le consensus de Berlin/Bruxelles, présenté comme la seule voie pour aller de l'avant.

Cette solution ne fonctionne pas et ne fonctionnera pas. Elle fige la croissance et empêche la création d'emplois. Nous ne pouvons plus ignorer ses conséquences sociales désastreuses et la montée du nationalisme dans beaucoup de pays européens qui remettent en question nos valeurs essentielles fondées sur la solidarité.

Nous devons changer de discours

Des critiques de l'austérité émanant d'autorités officielles se font de plus en plus entendre, mais principalement en dehors de l'Europe. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation internationale du Travail (OIT) disent que l'austérité sans la croissance est une dangereuse impasse. Christine Lagarde, Directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), a fait part de préoccupations au nom du FMI. Même les agences de notation – qui pourtant sont des oligopoles se souciant avant tout de leurs propres intérêts – se sont jointes à ce chœur.

Mais le message ne parvient pas jusqu'aux ministres des finances. Si le Conseil européen souscrit formellement à la nécessité de renforcer la croissance et l'emploi, aucune proposition concrète à la hauteur de la catastrophe à laquelle nous sommes confrontés n'est avancée, tandis que les plans budgétaires qu'on nous présente sont pour leur part extrêmement détaillés. La Confédération européenne des syndicats (CES) est pour l'établissement de budgets rigoureux. Mais le pacte budgétaire doit être équilibré par un contrat social.

Aucune proposition concrète à la hauteur de la catastrophe [...] n'est avancée

Plus d'austérité comme seule réponse à l'austérité

L'Europe est entrée en récession. Les chiffres d'Eurostat sur l'emploi dans la zone euro les plus récents montrent que le chômage atteint un nouveau record. Le taux de chômage moyen est de 10,4 pour cent dans la zone, ce qui signifie que 16,5 millions de personnes sont sans travail. Il s'agit du taux de chômage le plus élevé depuis juin 1998. Le chômage des jeunes est endémique, il touche près de la moitié des jeunes Espagnols. La pauvreté augmente et 8 pour cent de la population active de l'Europe est désormais confrontée à l'extrême pauvreté.

Dans ces terribles circonstances, la réponse offerte par les dirigeants européens est de resserrer les boulons. Le 30 janvier 2012, un sommet a finalisé un nouveau traité international établissant une discipline budgétaire de fer, assortie de sanctions. La CES est opposée à ce traité, qui ne répond pas aux problèmes croissants posés par le chômage et l'insécurité de l'emploi. Le traité n'aborde ces problèmes que d'un point de vue comptable, sans aucune vision politique. Nous savons, bien entendu, qu'il nous faut rétablir un équilibre budgétaire durable. Mais nous nous ferions des illusions si nous pensions que les budgets seront équilibrés et que la confiance reviendra grâce à ces mesures d'austérité.

Par ailleurs, le processus suivi n'était pas démocratique. Le Parlement européen n'a pas pu jouer de rôle actif. Les syndicats européens préconisent une Europe sociale et démocratique, et non pas l'Europe budgétaire, financière et technocratique qui a été présentée.

La récession aggravera encore une situation sociale déjà médiocre. L'inégalité augmente. Des mouvements sociaux naissent pour protester contre l'injustice et l'insécurité. La justice sociale doit être la première priorité de tous les programmes politiques au niveau tant national qu'europeen. Si les dirigeants européens abandonnent cette priorité pour s'attacher uniquement aux mesures d'austérité, en particulier dans les pays qui sont déjà en difficulté, ne nous étonnons pas si les niveaux de pauvreté augmentent et si l'inégalité entraîne l'instabilité sociale et politique.

Un modèle de gouvernance économique européenne dans le moule néolibéral

Le cadre de gouvernance économique européenne existant se compose du semestre européen, du Pacte pour l'euro plus et du «paquet de six législations». Grâce en grande partie aux efforts déployés par les syndicats européens et leurs membres, le «paquet de six législations» qui est entré en vigueur l'année dernière inclut une clause disposant que les systèmes nationaux de négociation collective doivent être pleinement respectés. Une notion similaire apparaît brièvement dans le traité international, mais il est douteux qu'elle soit juste.

La réalité est que la troïka – composée de la Communauté européenne (CE), de la Banque centrale européenne (BCE) et du FMI – a aussi imposé ses règles de

gouvernance économique à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal comme condition de leur sauvetage. Ce type de gouvernance économique s'appuie principalement sur des attaques visant les relations professionnelles et les salaires fixés par voie de convention collective, dévalorisant les dispositions relatives aux pensions de retraite, introduisant une plus grande flexibilité sur le marché du travail, affaiblissant la protection sociale et le droit de grève, et privatisant les services publics. Nous avons également vu la BCE s'ingérer dans l'action du gouvernement italien d'une manière inacceptable, en insistant sur la privatisation et la libéralisation des services publics, la modification du système de fixation des salaires, la décentralisation de la négociation collective, certaines modifications à apporter aux règles d'embauche et de licenciement et le relèvement de l'âge de la retraite.

Ces diktats sont habituellement établis dans des lettres secrètes rédigées dans de mystérieuses officines. La démocratie, une fois de plus, est la perdante.

La crise est aussi utilisée comme prétexte pour nous dire qu'une baisse des rémunérations libérerait la compétitivité et stimulerait l'économie, ce qui déboucherait sur une situation où tout le monde serait gagnant. Cependant, la CSE est convaincue que les salaires sont le moteur de la croissance économique et non pas un obstacle à celle-ci. Si les règles de la gouvernance économique se focalisent sur les salaires et les conditions de travail comme facteurs de l'ajustement compétitif, les pays se feront concurrence au plan des salaires, des conditions de travail et, plus généralement, des dépenses sociales. Et, une fois de plus, c'est sur les travailleurs que pèse le fardeau.

Le modèle social européen est attaqué

Le modèle social européen préserve la cohésion sociale. Il a été élaboré dans le cadre d'un consensus social qui est apparu dans les nations d'Europe occidentale au lendemain de la deuxième guerre mondiale et il couvre les services publics, la protection sociale et la négociation collective. Mais aujourd'hui, les forces néolibérales utilisent la crise pour remettre en question ce modèle social. Pour les tenants de cette philosophie, non seulement la protection sociale et les salaires décents font obstacle au redressement économique, mais les fondations mêmes d'un modèle de cohésion et de solidarité sont à bannir. Certains, en particulier en Europe centrale et orientale, se convertissent au darwinisme social pur et dur, en oubliant commodément que les pays scandinaves qui ont investi dans un État-providence solide figurent aussi parmi les pays les plus compétitifs.

Porter atteinte à la cohésion sociale signifie affaiblir aussi la stabilité politique. L'exclusion sociale et l'incertitude de l'avenir ouvrent la voie aux populistes qui préconisent l'autosuffisance nationale comme remède à tous les maux. La montée de l'extrême-droite en Europe devrait nous préoccuper. Les dirigeants européens et tous

les partisans de la déréglementation doivent tenir compte de ce phénomène car certaines mesures, telles que les mesures d'austérité, le nourrissent.

Il existe d'autres solutions possibles

L'Union européenne a besoin d'une union économique dotée d'une forte dimension sociale. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un véritable plan de relance de l'emploi et de la croissance durable. Nous voulons que l'Europe signe un contrat social, et non pas simplement un pacte budgétaire.

- L'Europe a besoin d'investissements en faveur d'une économie verte durable. Cela devrait inclure des investissements dans les secteurs des transports et de l'énergie.
- L'Europe a besoin d'une politique industrielle qui investisse dans les secteurs de pointe et les secteurs d'avenir.
- La BCE doit être dotée d'un mandat plus clair. Elle devrait se préoccuper de promouvoir la stabilité des prix, le plein emploi et la convergence des conditions financières des États membres. La BCE devrait être tenue d'agir en tant que «prêteur et acheteur de dernier recours» en matière de dette souveraine, au lieu d'avoir simplement la possibilité de le faire.
- La dette devrait être partiellement mutualisée au moyen d'euro-obligations.
- Il devrait y avoir une clause relative à la préservation des salaires, imposant de respecter pleinement l'autonomie des partenaires sociaux en matière de négociation collective et empêchant toute ingérence du pacte budgétaire dans les salaires, les systèmes de négociation collective, l'action collective et la formation de syndicats.
- Nous avons besoin de dispositions visant à préserver la croissance: l'exclusion de la «règle de l'équilibre budgétaire» des investissements publics qui soutiennent la croissance potentielle; la protection du secteur des recettes publiques au moyen d'une taxe sur les transactions financières et l'engagement de lutter contre les paradis fiscaux, la fraude fiscale et le dumping fiscal; et un rôle structurel pour le dialogue social européen afin d'éviter une application aveugle de règles économiques rigides qui pourrait nuire à l'économie.
- Un protocole relatif au progrès social doit être annexé aux traités européens pour garantir le respect des droits sociaux fondamentaux.

La CES préconise un «contrat social» pour l'Europe. Un tel contrat accorderait la priorité aux investissements qui favorisent la viabilité de l'économie, la qualité des emplois et la justice sociale, tout en luttant contre l'inégalité.

Face au rouleau compresseur de la gouvernance économique en place, le mouvement syndical européen mène une action de lutte contre les politiques néfastes, et de rassemblement pour trouver en commun les meilleures solutions.

La CES a lancé un appel en faveur d'une journée d'action européenne le 29 février 2012 pour dire «ça suffit comme ça». Dans toute l'Europe, les syndicats demandent qu'une priorité élevée soit accordée à l'emploi et la justice sociale.

Bernadette Ségol est secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats. Auparavant, elle a été à la tête d'Uni Europa, la Fédération syndicale européenne pour les services et la communication, qui représente 7 millions de travailleurs et 330 syndicats affiliés. L'un des principaux sujets dont elle s'occupe est l'égalité salariale en Europe.